

Prof. Leonard Nelson



Leonard Nelson est né le 11 juillet 1882 à Berlin. De 1909 à 1919 professeur agrégé à Goettingen, depuis professeur extraordinaire dans cette même ville.

Leonard Nelson est l'un des philosophes contemporains les plus éminents de l'Allemagne. Citons parmi ses ouvrages: „La réformation de la philosophie par la critique de la raison“ — „Critique de la raison pratique“ — „La science du droit sans droit“ — „Système de l'enseignement philosophique du droit et la politique“ etc.

La «solution» actuelle de la question des nationalités dans les Balkans est une solution apparente. Les traités de paix après la guerre mondiale ont rendu plus aigus encore les différends existant entre les Etats Balkaniques, et voilà pourquoi nous pouvons parler aujourd'hui d'un problème balkanique avec plus de raison encore qu'avant la guerre. Tout comme dans les rapports des autres Etats, il existe dans les rapports des Etats Balkaniques aussi de l'anarchie. L'anarchie, cependant, signifie la domination du hasard, partant la domination de la force brutale au lieu de celle du droit. Je ne puis donc pas prétendre que la brûlante question balkanique ait été résolue d'après les principes de la justice et de la liberté que dans l'intérêt de la paix. Il me paraît, tout au contraire, évident que le soi-disant règlement de la question balkanique se soit fait contre ces principes et contre les intérêts de la paix.

Je ne crois pas que sous les réactionnaires gouvernements balkaniques d'aujourd'hui les droits des minorités, des peuples opprimés, des populations en général soient protégés. Les scissions et dissidences qui se sont produites après la guerre mondiale dans les conditions intérieures des Etats Balkaniques sont dues en plus grande partie à leurs gouvernements. Les gouvernements d'après-guerre — et ce non pas seulement dans les Etats Balkaniques — se sont formés par de la terreur physique et morale. Ils ne diffèrent, en essence, en rien du despotisme. Et, tout comme, dans le despotisme le peuple est en réalité la propriété du souverain, dans les Etats Balkaniques les peuples sont les propriétés de leurs gouvernements.

Dans les Balkans aussi la valeur idéale de chaque communauté nationale ne peut dépendre que de ce qu'elle parvient à réaliser comme communauté culturelle; et comme communauté culturelle elle est avant tout soumise aux exigences du droit.

L'existence d'une pluralité d'Etats dans les Balkans aussi est un fait juridique de hasard; cette pluralité n'est ni exigible et ni rejetable du point de vue du droit. La garantie du respect du droit dans les rapports entre les Etats Balkaniques, partant la cessation de l'oppression des minorités et des rivalités entre les Etats Balkaniques, n'est possible que par une Fédération Balkanique. La Fédération Balkanique est donc un devoir juridique nécessaire de tous les Etats qui ont de l'influence sur la situation dans les Balkans.

Sous les conditions actuelles dans les Balkans et dans toute l'Europe, la réalisation d'une véritable Fédération Balkanique n'est pas directement et immédiatement possible. Car nous vivons dans une époque dans laquelle, dans les rapports des hommes et des peuples, le droit est brisé et

foulé aux pieds. Il est donc bien oiseux d'inventer des constructions de droit pour la solution du problème balkanique.

Dans la Fédération Balkanique, les différents Etats Balkaniques y participent comme membres au même degré que les particuliers dans un Etat. La Fédération Balkanique crée parmi les Etats Balkaniques un rapport de droit politiquement garanti; cela veut dire que les différents Etats Balkaniques se soumettent à un gouvernement commun, à un pouvoir qui règlemente leurs rapports juridiques. Une telle organisation de la Fédération Balkanique est possible sans que par là les différents Etats Balkaniques perdent leur indépendance étatique. Le règlement des affaires intérieures d'un Etat de cette Fédération peut bien rester chose propre à cet Etat. Le règlement des affaires extérieures des Etats Balkaniques devra cependant incomber à la Fédération Balkanique.

La participation de tous les Etats Balkaniques à la Fédération Balkanique est commandée par le droit et la logique; il n'y aurait donc nul empêchement de droit à employer même de la force contre l'Etat qui s'y refuserait.

Toute personne intéressée à la consolidation et au maintien de la paix éprouvera de la sympathie pour les efforts déployés en vue de la constitution d'une Fédération Balkanique et devra y contribuer de son possible. Car la sympathie à elle seule est de peu d'utilité. Il est nécessaire d'y coopérer activement, à forces réunies, avec la conviction que la Fédération Balkanique est le seul moyen de transformer en un lieu de raison et d'humanité les Balkans qui, à la suite de la guerre, sont devenus un foyer de criminalisme étatique organisé.

La question de la Fédération Balkanique est une question de force. La Fédération Balkanique sera réalisée par l'application de moyens politiques. Tous les partis politiques balkaniques accessibles à la logique doivent se faire un devoir de réaliser la Fédération Balkanique. Mais pour la réussite de cette oeuvre les Etats étrangers sont aussi responsables, et il n'y aurait nul empêchement de droit pour ces Etats d'user sur les Etats Balkaniques d'une pression à cet effet.

Le problème balkanique ne sera pas résolu dans les Balkans, ou du moins ne sera pas résolu que dans les Balkans. Tant que les gouvernements des grandes puissances ne perdront pas le goût de pêcher dans de l'eau trouble dans les Balkans, le calme et la paix ne pourront y revenir. Il reste donc bien peu d'espoir à ce sujet pour les peuples balkaniques, tant que les grandes puissances ne se décident à régler les conditions balkaniques qui existent entre elles-mêmes en renonçant à leur souveraineté, tant que donc elles ne forment leur propre Fédération Balkanique.

Leonard Nelson

Edouard Bernstein



Edouard Bernstein, théoricien socialiste, né à Berlin le 5 janvier 1850, commerçant d'abord, vécut à Londres de 1888 jusqu'à 1901 comme écrivain. Il entra en Allemagne en 1901. 1902-1906 et 1912-1918 membre du Reichstag. 1918 chargé de fonctions spéciales au Trésor. Depuis 1920 de nouveau membre du Reichstag. Membre de la Commission d'Enquête de la défaite de l'Allemagne. Membre de différentes autres commissions. Ou-

vres principaux: „Courants communistes et social-démocrates en Angleterre au XVII. siècle.“ — „Les conditions du socialisme“ — „Pour l'histoire de la théorie du socialisme.“ — „Histoire du mouvement ouvrier berlinois.“ — „Souvenirs d'un socialiste.“ — „Ouvrages de Ferdinand Lassalle.“ etc.

La Macédoine a de tous temps constitué la pomme de discorde dans les Balkans et continue toujours à l'être. Tous les Etats balkaniques veulent s'en rendre les maîtres. C'est là une des questions les plus graves du problème balkanique, de ce problème qui est déjà tellement compliqué par l'enchevêtrement inextricable des peuples qui habitent les Balkans.

Par cet enchevêtrement, il y a des minorités nationales dans tous les Etats balkaniques et dans tous ces Etats ces minorités sont opprimées.

Pour remédier à cet état des choses, il faudrait l'autonomie nationale des peuples subjugués dans les Balkans, et c'est avec joie que je salue le mouvement en faveur des minorités nationales. Car, il faut absolument que toute cette oppression cesse.

Nous devons bien mettre notre espoir en la Fédération Balkanique. Car, là où règne la liberté, les conditions économiques s'améliorent naturellement. Je désire donc de tout mon coeur cette Fédération Balkanique basée sur l'autonomie des différents peuples balkaniques. Envahir des territoires, les conquérir, les annexer, comme si ce n'étaient que des terres sans habitants, c'est ignoble, c'est révoltant. Et ce n'est que la constitution des Etats autonomes balkaniques, réunis en une Fédération Balkanique, qui, je l'espère, mettra une fin à toutes les oppressions dans les Balkans. J'ai moi-même en 1913 énergiquement protesté lorsque Silistrie fut cédée à la Roumanie.

L'autonomie des minorités nationales balkaniques et l'union des peuples balkaniques en une Fédération Balkanique serait cependant bien difficile à réaliser sans l'aide et l'appui de la Société des Nations. Je considère la Société des Nations comme un progrès, et il faut s'efforcer à ce qu'elle appuie efficacement les efforts déployés en faveur de l'autonomie et de la Fédération des peuples balkaniques.

Ed. Bernstein

Le Réveil des Comitadjis et la Vraie Paix Balkanique

Les incidents, plus ou moins complètement rapportés en Occident, qui se sont produits à la fin septembre aux confins Bulgaro-Grecs et Serbo-Grecs méritent d'être examinés d'un peu près. Quand les bandes de comitadjis, organisés au compte des autonomistes Macédoniens et de ceux qui les soutiennent, entrent en jeu, la paix est menacée. On ne sait jamais où s'arrêteront leurs exploits, à quelles influences ils cèdent, à quelles conséquences conduira leur brusque intervention.

Les impérialismes continuent à s'exercer dans les Balkans comme il y a 25 ans: impérialismes des puissances secondaires qui ne trouvent jamais leur domaine assez vaste; impérialismes des grandes puissances, pour qui les petites sont de simples pions sur un échiquier. Jadis l'Allemagne, l'Autriche et la Russie dominaient les événements de la presqu'île, par dessus la Bulgarie, la Serbie, la Grèce, la Roumanie, la Turquie. Maintenant l'Angleterre, la France et l'Italie ont pris leurs places en vertu des conventions secrètes qu'elles ont négociées avec Belgrade, Sofia, Athènes ou Bucarest. Seule la Turquie ne s'intéresse plus à ces péripéties sanglantes des Balkans, parce qu'elle regarde vers l'Asie et n'a plus sur notre Continent que le balcon de Constantinople. Mais ni l'Allemagne, ni l'Autriche, ni surtout la Russie Soviétique ne peuvent rester complètement indifférentes à l'affaire Macédonienne.

Quand les comitadjis ont opéré dans la région de Guevgueli et tenté d'opérer dans celle de Salonique, tous les Etats de l'Europe Sud-Orientale sont entrés en branle, et l'on conçoit aisément pourquoi. Traditionnellement, lorsque l'un d'eux a voulu attaquer tel d'entre les autres, il a commencé par expédier quelques bandes qui étaient chargées de provoquer des hostilités. Ce sont ces souvenirs qui pèsent encore sur les populations et sur les diplomates. Personne ne veut croire là-bas que les comitadjis puissent agir de leur propre initiative et sans puiser leur inspiration en quelque chancellerie.

Le premier soin des gouvernements Yougoslave et Grec dont les frontières avaient à subir quelques coups de main, a été de rendre responsable le gouvernement Bulgare. Avaient-ils tort? Leurs griefs étaient-ils forgés de toutes pièces? En sens inverse, si les comitadjis avaient assailli un village bulgare, le gouvernement de Liapcheff aurait incriminé celui du royaume Serbo-Croate-Slovène et l'inculpation n'aurait sans doute pas été injuste. Des démarches ont été accomplies à Sofia par les agents de la Grèce et de la Yougoslavie. Démarches cordiales, d'après les uns, pressantes, d'après les autres. Ce qui est sûr, c'est que le calme est compromis, et il y a là un danger. Mais des coïncidences assez saisissantes incitent à croire que ce péril est encore plus grave qu'il ne semblerait à première vue.

Livrées à elles mêmes, la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie sont déjà autant de foyers d'incendie. Quel est le rôle de l'Italie? Lorsqu'on lit la presse Romaine, Mila-

naise, Turinoise, toute entière fasciste, on discerne qu'elle attache une exceptionnelle importance aux péripéties des Balkans. Des envoyés spéciaux ont été expédiés par elle non seulement dans les capitales, mais encore dans tous les centres quelque peu peuplés. Elle se montre sévère pour la Yougoslavie, moins sévère pour la Grèce, complaisante pour la Bulgarie.

Le gouvernement Bulgare est le soldat de l'Italie fasciste, comme il fut jadis celui des Empires Centraux. On doit supposer que politiquement et aussi financièrement il est soutenu par le cabinet de Rome. Celui-ci n'a pas à marchander son concours, car la collaboration de M. Liapcheff lui est précieuse.

Elle vaut surtout pour lui à l'étape à laquelle on est exactement parvenu.

Réfléchissons bien. C'est à ce mois d'octobre qu'on a fixé l'ouverture des conversations directes entre Rome et Belgrade. Il s'agit d'un grave conflit qui, même lorsqu'il sommeille, ne se laisse pas oublier. La Yougoslavie reproche à Mussolini de vouloir placer les Balkans sous sa tutelle en attendant à l'indépendance des Etats de la presqu'île. Elle l'accuse d'avoir mis l'Albanie sous son protectorat par le traité fameux de Tirana qui, en quelque façon, a modifié le statut général de l'Europe du Sud Est. Elle l'accuse encore d'avoir multiplié les armements dissimulés sur la côte albanaise et à l'intérieur de l'Albanie et d'avoir fait d'Ahmed Zogou un simple préfet à sa solde. Le gouvernement Romain, de son côté, fait grief au cabinet de Belgrade de nourrir des ambitions impérialistes et de vouloir étendre son domaine jusqu'à l'Adriatique. Le conflit est inquiétant: il est probable que Rome et Belgrade ont également raison dans leurs imputations. L'Italie et la Yougoslavie avaient signé les accords de Nettuno: le parlement Serbe refuse de les ratifier. Par contre, le duce menace de soulever tout le problème du littoral Adriatique où sont enchevêtrées les populations italiennes et sudslaves. On conçoit quel intérêt il avait à se concilier la Bulgarie et quels intérêts il aurait à contrarier, à conjurer un rapprochement Bulgaro-Serbe dont il a été beaucoup parlé ces derniers temps. Ainsi s'expliqueraient les entreprises des comitadjis qui auraient reçu les ordres de M. Liapcheff, comme celui-ci aurait reçu ceux du duce. Au moment où vont s'aboucher les diplomates italiens et yougoslaves, Mussolini cherche à exercer une pression sur Belgrade en agitant le péril de la revanche bulgare.

Tout ceci montre une fois de plus que l'ordre de choses actuel — si ordre il y a — est essentiellement précaire dans les Balkans et qu'un regroupement des puissances de la presqu'île, dans le stade présent, est chimérique, parce que ces puissances se suspectent l'une l'autre et subissent des emprises étrangères.

On revient toujours à la même conclusion: la Fédération Balkanique, base de la paix.

Paul Louis

Les nations balkaniques ne s'entretiennent certainement qu'obéissant à des instincts égoïstes. La conception purement individualiste de la patrie comme propriété personnelle du sol fait seule que les détenteurs du pouvoir et de la terre

s'affrontent dans les Balkans avec une haine féroce. Mais aussitôt que les peuples sentiront plus collectivement, ils verront bien vite l'absurdité de cette destruction réciproque.

Zdenek Nejedlý